

Services économiques
et leadership avisé RBC



Se frayer un chemin en 2024 :

remise à zéro et renouveau dans un monde en
transformation



C'est le début de l'ère post-pandémique

L'année 2024 sera la première année complète de l'ère post-pandémique. Le brouillard commencera à se lever, et nous aurons un premier aperçu de la nouvelle réalité. La pandémie nous a laissé un héritage complexe. Le coût de la vie a tant augmenté que même un retour à un taux d'inflation de 2 % d'ici le milieu de 2024 ne réglera pas le problème. À cause des effets à retardement de l'inflation (la plus élevée en 40 ans) et du resserrement monétaire (le plus vigoureux en près de 30 ans), la croissance économique sera léthargique au Canada. Les baisses de taux d'intérêt prévues durant l'année ne feront que réduire les effets restrictifs de la politique monétaire. Le marché du travail ralentira. L'économie américaine flirtera avec une récession. Et les perspectives pour la Chine et l'Europe ne sont pas encourageantes.

Les tensions et points chauds géopolitiques ont freiné, voire renversé la mondialisation. Les échanges commerciaux sont axés davantage sur des aspects géopolitiques que sur des critères économiques. Les gouvernements se referment sur eux-mêmes et créent des alliances. L'ordre économique mondial se transforme, et de nouveaux blocs émergent. L'économie, l'accessibilité et les soins de santé sont des questions de plus en plus pressantes, si bien qu'il y a lieu de se demander comment l'action climatique pourra être accélérée. Le contexte commercial sera donc tendu en 2024, et pourrait même être volatil.

En revanche, 2024 pourrait aussi être une année de réparation et de renouveau. Tandis que l'inflation redescend de ses sommets, les sociétés et les consommateurs pourraient chercher à profiter des occasions entraînées par les turbulences des dernières années. Les sommes injectées dans les technologies propres et de pointe pourraient améliorer la confiance des entreprises, de sorte que 2024 serait sous le signe de la relance.

Voici ce que la prochaine année réserve à l'économie du Canada et à l'économie mondiale, en huit points.

Les consommateurs mettront les freins sur les dépenses

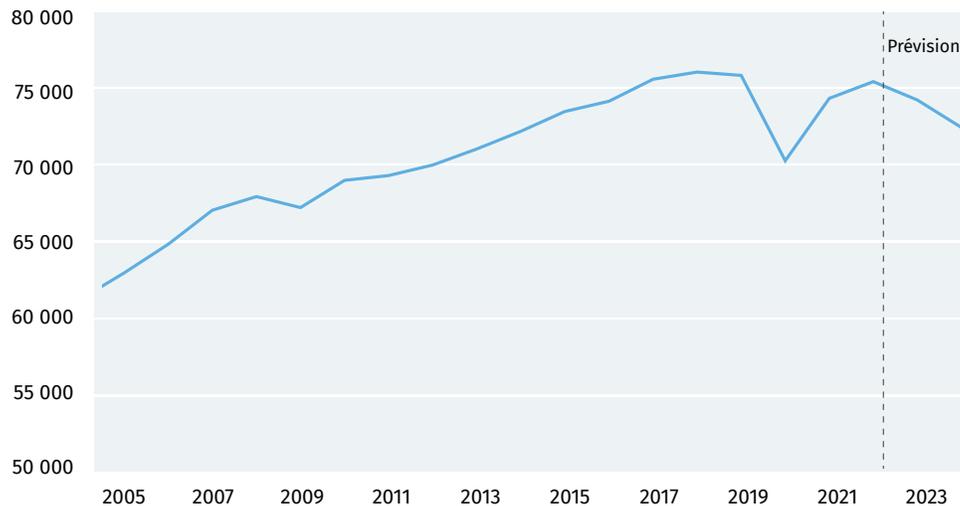
De nombreux Canadiens auront toujours du mal à joindre les deux bouts, en particulier les ménages à faible revenu, compte tenu des prix élevés des aliments et de l'énergie qui pèsent sur leur pouvoir d'achat. Le coût grandissant du service de la dette grugera une plus grande partie des dépenses du quotidien. Autrement dit, le budget de consommation rapetissera. L'épargne accumulée pendant la pandémie varie grandement d'un ménage à l'autre. Elle protégera uniquement ceux dont le revenu est déjà très élevé. En outre, il est de moins en moins probable qu'elle soit dépensée, puisque le ralentissement du marché de l'emploi a érodé la confiance des ménages.

Dans ce contexte de tensions et de difficultés financières croissantes, il faut s'attendre à ce que les consommateurs fassent profil bas et rejettent les hausses de prix supplémentaires. Les ménages seront sur la défensive et devront gérer un budget serré. Ils chercheront également à accroître leurs revenus pour retrouver leur pouvoir d'achat.

Sur notre écran radar : La demande de biens discrétionnaires s'affaiblira ; les consommateurs changeront leurs habitudes de dépenses ; les ménages chercheront des revenus supplémentaires ; les fournisseurs de biens et services à faible coût auront des occasions à saisir ; on demandera des salaires plus élevés ; le nombre de postes vacants diminuera ; les défauts de paiement de dettes et les faillites augmenteront chez les consommateurs.

Les ménages canadiens se serreront la ceinture

Average consumption expenditures per household, in constant 2012 \$



Sources : Statistique Canada, Services économiques RBC

Les entreprises endettées seront sous tension

Les entreprises seront aux prises avec un ralentissement de la demande et des protestations contre les hausses de prix. Parallèlement, elles devront composer avec des coûts d'exploitation plus élevés en raison des pressions constantes pour qu'elles augmentent les salaires, des intrants plus chers et des coûts de décarbonation grandissants. Les marges bénéficiaires devraient donc diminuer, elles qui avaient augmenté durant la pandémie. Et comme il sera généralement plus difficile de faire des affaires, il faut s'attendre à ce que certaines entreprises déclarent forfait. En effet, la tendance à la hausse des faillites risque de se poursuivre.

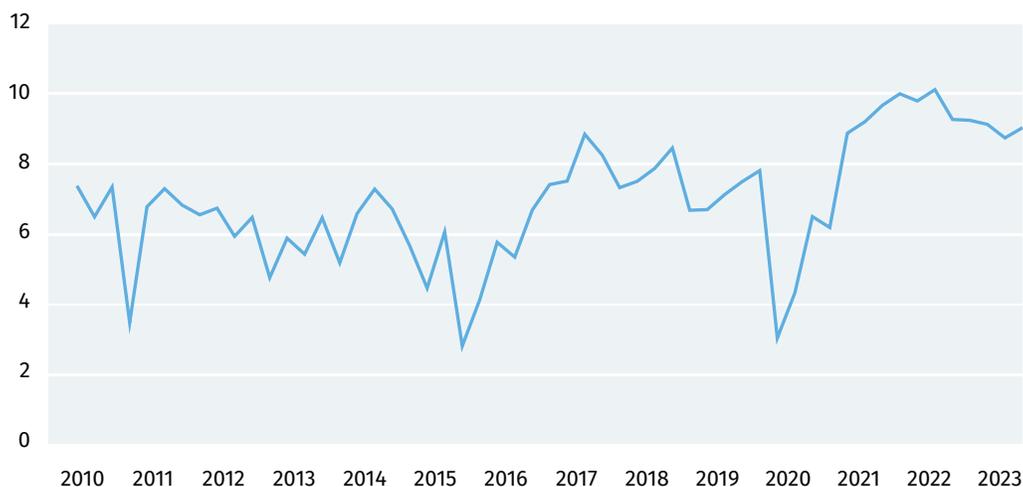
Nombre de petites entreprises approchent d'une date critique. Les prêts accordés au titre du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) pendant l'ère pandémique (50 milliards de dollars à 900 000 entreprises) arriveront à échéance en janvier. Or, presque 70 % de ces entreprises n'avaient pas encore remboursé leur prêt en date de septembre 2023. Toutefois, les sociétés non financières seront généralement en bonne posture au début de 2024, les liquidités mises en réserve durant la pandémie étant de 30 % par rapport au PIB en moyenne, comparativement à quelque 24 % pour les deux années ayant précédé cette crise sanitaire.

Il sera plus nécessaire que jamais d'améliorer la productivité pour contrebalancer l'augmentation des coûts et atténuer l'incidence sur les marges bénéficiaires. On continuera à explorer des moyens de tirer parti de la technologie, dont l'intelligence artificielle générative.

Sur notre écran radar : Les entreprises auront du mal à transférer les augmentations de coûts aux clients ; nombre d'entre elles simplifieront leurs structures de coûts et tenteront de gagner en efficacité, repenseront leurs façons de faire, et investiront dans des équipements et des logiciels pour améliorer leur productivité.

Les marges bénéficiaires redescendront des sommets atteints durant la pandémie

Marges bénéficiaires avant impôts, secteur non financier (%)



Sources : Statistique Canada, Services économiques RBC

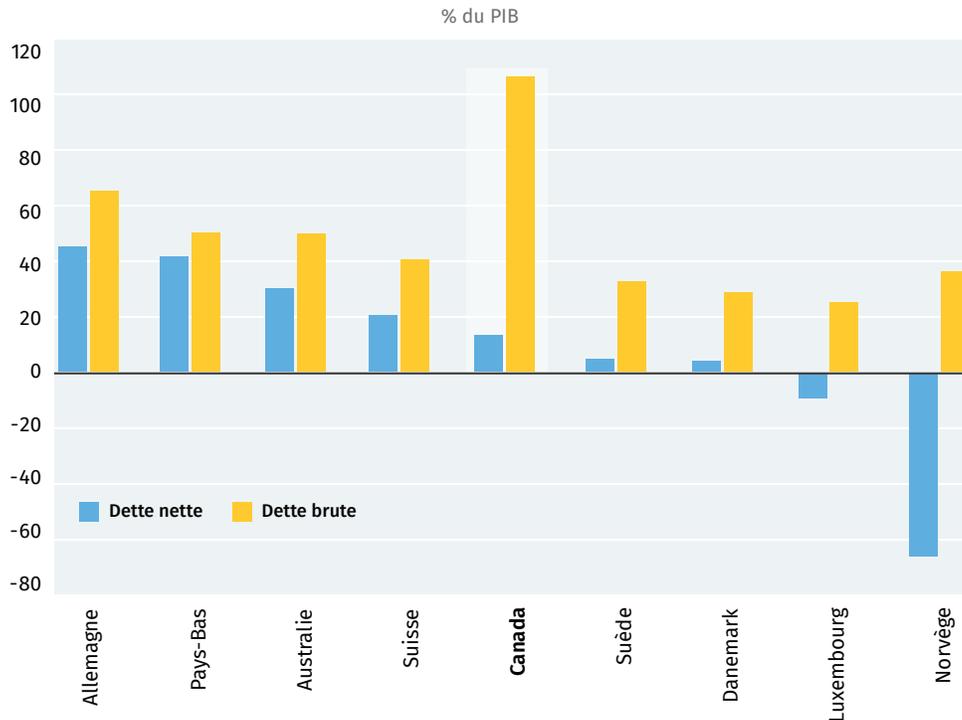
Leurs coffres épuisés, les gouvernements auront peu de marge de manœuvre

Les trois dernières années n'ont pas été faciles. Le Canada et les provinces ont contracté 400 milliards de dollars de dettes pour pouvoir affronter la plus grosse crise sanitaire en plus d'un siècle. Les dépenses massives ont maintenu à flot les entreprises et les citoyens pendant la pandémie, mais le temps est venu de payer la facture. Vu toutes ces dépenses et ces dettes, les gouvernements ont peu de marge de manœuvre, côté budget.

Pour rembourser leurs dettes, le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux devront réévaluer leurs programmes et élaborer un plan pour atteindre la viabilité budgétaire. Le Canada – à l'instar d'autres États – n'aura pas de passe-droit concernant les dépenses engagées à cause de la pandémie. Il faut donc surveiller le risque que sa cote soit revue à la baisse. D'après la plupart des mesures de santé budgétaire, le Canada se situe environ au milieu des quelques pays cotés AAA, mais tout ralentissement économique ou un dérapage budgétaire important serait problématique.

Sur notre écran radar : Les gouvernements devront dépenser avec discipline tandis que les coûts, les dépenses et les dettes augmentent ; ils devront s'assurer d'avoir des cibles budgétaires strictes ou des garde-fous en place ; la cote de crédit du Canada pourrait être scrutée de près.

Dettes publiques par rapport au PIB – Pays cotés AAA



La crise du logement ne pourra pas encore être réglée

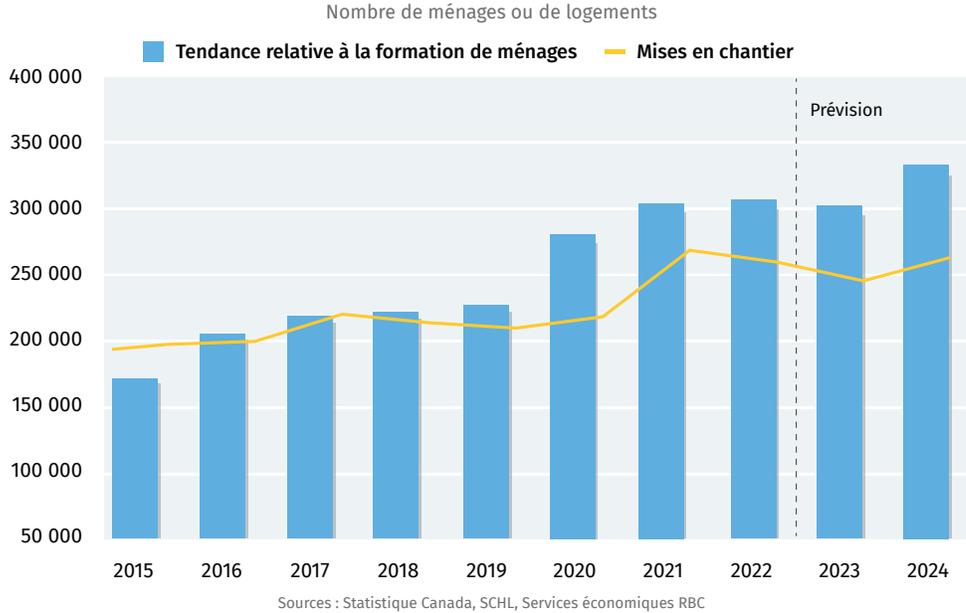
En 2023, le consensus voulait qu'on s'occupe d'abord de l'offre. En 2024, les gouvernements mettront à exécution leurs plans pour combler l'écart entre l'offre et la demande au Canada. Au programme : éliminer les obstacles à la création de nouveaux logements, réduire les délais d'approbation et accélérer la livraison.

Le défi est de taille, et certaines choses seront difficiles à renverser rapidement. Car il faudra des années pour construire le nombre et tous les types de logements nécessaires, et le processus pourrait être retardé par une pénurie de main-d'œuvre spécialisée. L'écart entre l'offre et la demande restera important en 2024, puisque la croissance démographique continuera à faire grimper la demande. La baisse des taux d'intérêt prévue au deuxième semestre contribuera à améliorer l'accessibilité, mais pas de façon marquée.

Il reste extrêmement difficile d'accéder à la propriété dans plusieurs régions du pays, si bien que la location sera l'option de prédilection. Nous nous attendons à ce que l'offre de logements locatifs augmente dans l'année à venir en raison des loyers élevés et des diverses mesures visant à encourager la construction, dont la réduction accordée sur la TPS (et sur la TVP, dans certaines provinces). Cette augmentation devrait cependant être insuffisante. L'explosion de la demande de logements locatifs exercera une pression immense sur l'offre, de sorte que les taux d'occupation resteront bas et les loyers, élevés.

Sur notre écran radar : Les ventes sur plan ralentiront ; il y aura de nouveaux projets locatifs ; les contraintes d'accessibilité persisteront ; les Canadiens mobiles continueront à se tourner vers les régions plus abordables du pays ; les nouveaux arrivants auront encore plus de difficulté à s'établir ; la demande de logements sociaux grimpera en flèche.

La construction de logements pourrait ne pas suffire à combler la demande grandissante



Les conflits en matière de politique climatique vont s'intensifier

En 2023, les politiques climatiques se sont heurtées à l'enjeu de la sécurité énergétique. En 2024, elles devraient se buter aux réalités économiques. Or, les appels à la lutte contre le réchauffement climatique ne feront que s'intensifier, le monde ayant connu l'année la plus chaude jamais enregistrée et des feux de forêt ayant fait rage au Canada et dans toute l'Amérique du Nord. À la COP28, des pays se sont engagés à tripler leur capacité d'énergie renouvelable et nucléaire pour pouvoir cesser de recourir un jour aux combustibles fossiles.

Le Canada a fait part de plusieurs propositions, dont un règlement sur l'électricité propre et un plafonnement des émissions du secteur pétrolier et gazier ayant déjà provoqué des tensions en Alberta et dans d'autres provinces. Nombre de ces conflits pourraient teinter l'année 2024 et retarder l'action climatique, alors que le Canada est le seul pays du G7 à ne pas avoir atteint sa cible de réduction des émissions. Les politiques resteront probablement défensives, compte tenu des préoccupations des consommateurs en matière d'abordabilité.

En outre, les promoteurs de projets d'énergie chercheront à obtenir plus de certitude sur le plan politique et voudront des mesures incitatives avant d'investir dans des technologies de captage de carbone, dans l'énergie nucléaire et solaire, et dans un réseau plus propre qui jettera les bases d'une nouvelle économie énergétique. Par ailleurs, l'inflation et les taux d'intérêt ont des répercussions sur les coûts et la rentabilité des projets d'énergie propre, et sur leur attrait en général aux yeux des investisseurs. L'essor mondial des énergies renouvelables se heurte aux réalités économiques, notamment dans le secteur américain de l'énergie éolienne en mer, où plusieurs projets importants ont été annulés à cause des mauvaises conditions économiques.

En ce qui concerne les consommateurs, les mesures servant à encourager l'achat de véhicules électriques continueront de stimuler les ventes tout au long de 2024, mais ces mesures prendront fin au début de 2025. Si le Canada ne les renouvelle pas, il risque de ne pas atteindre la cible qu'il s'est fixée pour 2026, c'est-à-dire 20 % des ventes de véhicules neufs.

Les ventes de véhicules électriques devront s'accélérer au Canada

— Ventes et projections de BNEF — Scénario de croissance retardée



Source : Perspectives à long terme du BNEF pour les véhicules électriques

Sur notre écran radar : Le risque de régression des politiques climatiques à cause de l'augmentation du coût de la vie ; les tensions entre le gouvernement fédéral et les provinces concernant les règlements sur la taxe sur le carbone, le captage, l'utilisation et le stockage de carbone, et la réduction des émissions ; les ventes de véhicules électriques ; les projets d'énergie propre.

Les groupes autochtones chercheront la réconciliation au chapitre des ressources

L'année 2024 sera une année de détails pour les questions autochtones. L'expansion du pipeline Trans Mountain devrait être achevée cette année-là, et le gouvernement fédéral (son propriétaire actuel) souhaite que des groupes autochtones en deviennent propriétaires. Plusieurs groupes se sont dits intéressés (proposant des participations allant de 30 % à 100 %), mais reste à savoir si l'on pourra régler les griefs relatifs aux répercussions sur les terres et l'environnement que d'autres parties autochtones ont formulés. Par ailleurs, des groupes autochtones ont signé l'option d'acquiescer à une participation de 10 % dans le gazoduc Coastal Gaslink, dont la construction est terminée et qui doit relier des bassins schisteux canadiens au terminal d'exportation de LNG Canada d'ici le milieu de la décennie.

On dispose d'encore peu de détails sur le nouveau programme national de garantie d'emprunt, mais les communautés autochtones veulent qu'il soit neutre à l'égard des secteurs et qu'il leur permette d'investir dans le pétrole et le gaz. Tant Ottawa que les groupes autochtones devront trouver l'équilibre entre intendance climatique et réconciliation.

À compter de 2024, Ottawa versera une somme historique de 23 milliards de dollars à des Autochtones en raison du sous-financement chronique du système de protection de l'enfance et des services aux familles. Ce règlement s'ajoute à la somme avoisinant les 15 milliards de dollars accordée à des groupes autochtones depuis 2013. Les paiements ont augmenté dans les dernières années ; 80 % des règlements (selon le montant) ont eu lieu de 2020 à 2023. On a prévu de verser 3,4 milliards de dollars supplémentaires dans les deux prochaines années.



23 milliards

de dollars Montant des paiements de règlement qui ont été accordés aux groupes autochtones depuis 2020 - y compris un règlement historique de 23 milliards de dollars pour le sous-financement des services de placement en famille d'accueil et des services familiaux. Au total, 38 milliards de dollars ont été attribués depuis 2013.

Sur notre écran radar : La possibilité que les Autochtones participent davantage aux projets du Canada liés aux ressources en 2024 ; les revenus importants que pourrait procurer le pétrole acheminé grâce à l'expansion de Trans Mountain aux communautés autochtones, selon leur participation ; l'admissibilité des projets pétroliers et gaziers au programme national de garantie d'emprunt ; les paiements versés dans le cadre de règlements.

Des pays tenteront de reformer des alliances ou d'en nouer de nouvelles

En matière de politique commerciale, les aspects géopolitiques ont maintenant la priorité sur les critères économiques. Les relations, les alliances et les blocs commerciaux gagnent en importance, et la sécurité, les transferts technologiques et la résilience des chaînes logistiques sont des questions centrales.

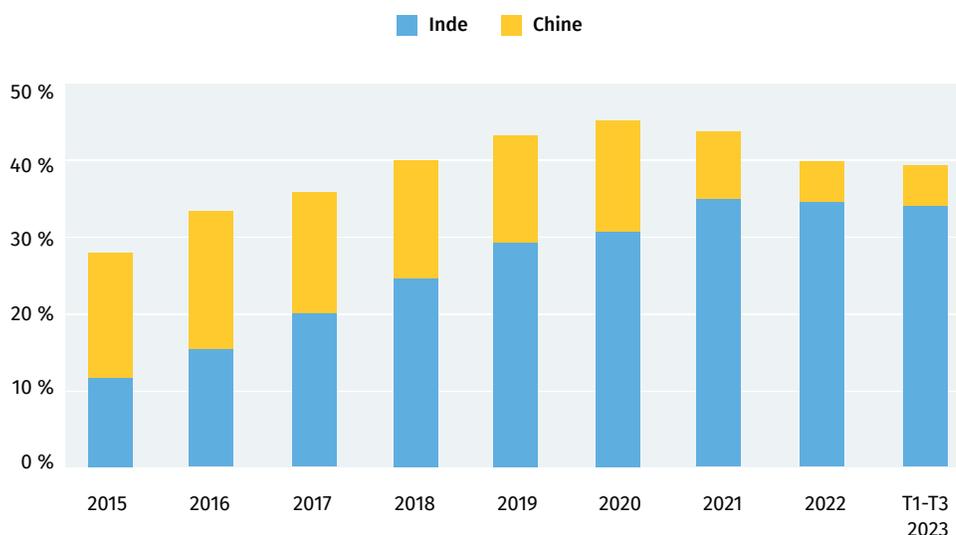
Le Canada devra à la fois redéfinir ses allégeances et ses blocs géostratégiques à l'échelle mondiale et améliorer ses relations tendues avec les puissances économiques de l'Inde et de la Chine, ce qui pourrait s'avérer difficile. L'Inde est au cœur de la stratégie indopacifique du Canada. Les échanges commerciaux et les investissements ont augmenté continuellement au cours de la dernière décennie, mais les liens ont été refroidis par les querelles diplomatiques récentes. En outre, l'Inde est une source précieuse pour les systèmes d'immigration et d'éducation postsecondaire canadiens.

Les efforts que déploie le Canada pour tirer parti de son avantage en matière de technologies et de ressources pourraient porter leurs fruits en 2024. De plus en plus, des alliés lorgnent le cuivre, le cobalt, le lithium et les autres métaux verts du pays afin de ne plus dépendre des chaînes d'approvisionnement en énergie renouvelable de la Chine. Le Canada jouit également d'un savoir-faire enviable dans le domaine de l'énergie nucléaire qui peut être exporté dans d'autres pays, et son rôle prépondérant dans le secteur de l'intelligence artificielle pourrait faire naître une nouvelle vague technologique nationale. Enfin, le secteur agricole pourrait contribuer à la lutte contre l'inflation qui touche les produits alimentaires à l'échelle mondiale.

Sur notre écran radar : Les efforts déployés pour apaiser les relations tendues avec l'Inde et la Chine ; les investissements liés aux technologies propres et à l'intelligence artificielle canadiennes ; les incidences de l'élection américaine sur les relations entre le Canada et les États-Unis.

L'Inde jouera un rôle déterminant dans l'atteinte des objectifs d'immigration du Canada

Part des nouveaux résidents temporaires chaque année



Source : IRCC

Les élections pourraient déclencher encore plus de volatilité

En 2024, plus de 3,2 milliards de personnes dans 40 pays représentant plus de 44 billions de dollars américains de PIB iront aux urnes. C'est le cas notamment de l'Inde, de Taïwan, de la Turquie, du Mexique et de l'Indonésie. Le Parlement européen pourrait également subir un remaniement. C'est toutefois l'élection américaine qui aura le plus d'incidences pour le Canada. Un changement de parti se répercuterait sur la sécurité nationale, le commerce et la lutte contre les changements climatiques. Les différends politiques influent déjà considérablement sur le soutien du Congrès américain envers l'Ukraine, tandis que Donald Trump (qui pourrait être candidat au Parti républicain) a fait part de son désir d'abandonner le projet de loi phare sur le climat du président Biden, c'est-à-dire la loi sur la réduction de l'inflation. Le résultat de l'élection, en novembre, aura aussi des répercussions sur d'importantes politiques canadiennes, dont celles sur le commerce et l'immigration.

Les électeurs seront également appelés aux urnes ailleurs dans le monde. Alors que les partis centristes du monde entier sont en déclin, les partis de gauche et de droite ont des points de vue contrastés sur la façon dont ils entendent gouverner. Encore une fois, l'ordre mondial pourrait être bouleversé par les bulletins de vote.

Sur notre écran radar : Le risque de débordement ou d'expansion des conflits qui ont cours en Ukraine ; la crise au Moyen-Orient ; la probabilité (très faible, mais non négligeable) d'un conflit militaire direct entre la Chine et Taïwan ; l'élaboration d'une politique commerciale axée sur des aspects géopolitiques (un projet onéreux) ; les effets collatéraux et en réseau des élections et leurs incidences sur les politiques partout dans le monde ; un ralentissement en Chine.

La croissance de la Chine continuera de ralentir

Taux de croissance du PIB (%)



Source : FMI, Base de données sur les perspectives de l'économie mondiale, mise à jour d'octobre 2023

Également à surveiller...



La Grande Muraille autour de la Chine : Pékin se replie sur elle-même pour adopter un modèle plus défensif, car la croissance démographique et l'activité économique sont au ralenti et les restrictions politiques ont ébranlé la confiance des entreprises. La Chine est le plus gros prêteur des marchés émergents, mais elle a déjà commencé à freiner des projets en raison de sa colossale initiative « Une ceinture, une route ».



Les marchés émergents sous les projecteurs : L'Inde, l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis tirent parti de leurs moyens financiers. Il faut s'attendre à ce qu'ils multiplient les investissements dans les marchés émergents tandis qu'ils chercheront à gagner en influence politique. Le G7 cherchera également à accroître son influence sur les marchés émergents, alors qu'aux États-Unis, la politique étrangère dépendra du résultat de l'élection.



L'essor de l'intelligence artificielle : Les entreprises chercheront à adopter l'intelligence artificielle, même si elles demeurent réticentes à son égard. L'interopérabilité des grands modèles de langage va s'améliorer, ce qui donnera lieu à des outils d'intelligence artificielle plus efficaces et plus efficaces. L'automatisation est une crainte qui perdure, mais de plus en plus de produits et de solutions sont créés pour améliorer la productivité humaine, et non pour la remplacer. Leur but est de réduire ou d'éliminer les tâches longues et fastidieuses afin que les travailleurs puissent se consacrer aux tâches de plus grande valeur, offrant ainsi d'énormes occasions aux entreprises.



Les phénomènes météorologiques extrêmes : Selon certaines prévisions, le seuil de 1,5 °C de réchauffement de la planète pourrait être dépassé pour la première fois à cause des vagues de chaleur de 2024. Le risque de feux de forêt, d'épisodes de chaleur, d'inondations et de fonte de glaciers sera plus grand en 2024, alors que le Canada et d'autres pays viennent de connaître une série de catastrophes naturelles en 2023. Il faudrait donc accélérer les mesures d'adaptation et d'atténuation pour protéger les infrastructures vulnérables au climat. Des déplacements de population aux incidences économiques, le coût des épisodes météorologiques soudains et volatils a grimpé dans les dernières années, et pourrait grimper davantage si les émissions continuent d'augmenter.

Conclusion

Le monde a connu une crise sanitaire qui ne se présente qu'une fois par génération et qui a bouleversé les politiques budgétaires et monétaires dans les dernières années. Les contrecoups se font maintenant ressentir. Dans l'année à venir, des dizaines de pays procéderont à un profond remaniement politique qui pourrait déterminer le consensus et les divisions en matière d'économie, de climat, de commerce et de sécurité.

À lire après



Services économiques RBC :
[Atteinte d'un point de bascule](#)



Leadership avisé RBC : [Tout est calme dans la plupart des marchés résidentiels au Canada](#)



Prenez 10 minutes : [Épisode 21 Ou'est-ce qui a surpris les économistes en 2023 ?](#)

Collaborateurs :

Robert Hogue, Économiste en chef adjoint

Benjamin Richardson, associé, Recherche

Yadullah Hussain, directeur de rédaction, Institut d'action climatique RBC

Shiplu Talukder, spécialiste, Publication numérique



Publié par
Économique & Leadership avisé RBC